

MAIS D'OÙ VIENT LA CROISSANCE ?

par Denis Clerc

La théorie de la croissance endogène a renouvelé, dans les années 80, le débat sur l'origine de la croissance. Elle enrichit l'analyse des effets de l'investissement et réhabilite le rôle de l'Etat. De quoi bouleverser la vision néoclassique orthodoxe

Mais d'où vient la croissance économique ? La question est élémentaire dans des sociétés comme la nôtre où la croissance tient une si grande place : entre 1890 et 1990, la production française a été multipliée par dix. Surtout, être capable d'analyser l'origine de la croissance permettrait sans doute aussi de comprendre les raisons pour lesquelles celle-ci tend à se ralentir sensiblement depuis vingt ans, provoquant la montée du chômage et de la paupérisation. Or, force est de reconnaître que nous ne savons pas vraiment répondre à ce genre de question élémentaire.

Paradoxalement, si l'on excepte quelques précurseurs comme Schumpeter dans les années 30, les premières réflexions cohérentes sur le sujet apparaissent dans les années 50. Il devient alors évident que la forte croissance de l'après-guerre n'est pas seulement liée à un phénomène de rattrapage, mais inaugure une période nouvelle et sans doute durable. Le problème, en effet, est que cette croissance forte n'est pas explicable par la grille d'analyse habituelle, retenue par la grande majorité des économistes.

Ces derniers s'accordent à penser que la production résulte principalement de l'apport de deux facteurs : le travail et le capital (c'est-à-dire l'ensemble hétérogène des machines, infrastructures et équipements divers utilisés pour produire). Or, toujours selon cette grille d'analyse (appelée néoclassique), chacun de ces facteurs a un rendement décroissant. C'est-à-dire que, si l'on maintient constant le niveau de l'un des deux facteurs - le travail par exemple - et que l'on augmente la quantité de l'autre, la production augmentera, certes, mais dans des proportions de plus en plus faibles. Par exemple : si le même nombre de travailleurs doit se servir d'un nombre croissant de machines, viendra un moment où une machine de plus ne servira à rien, faute de temps de travail pour la faire fonctionner correctement.

Cette hypothèse de base correspond à une donnée d'expérience : on sait bien qu'à augmenter sans cesse les doses d'engrais sur une surface donnée, viendra un

moment où la production cessera d'augmenter. Mais, au-delà du bon sens, les néoclassiques ont besoin de façon cruciale de cette hypothèse. Que se passerait-il en effet si, en accroissant les quantités de capital, on parvenait à faire augmenter la production plus vite que l'investissement, c'est-à-dire si le rendement des équipements se révélait croissant ? Une entreprise aurait intérêt à investir toujours plus : la production finale augmenterait plus que l'investissement et les coûts unitaires de production diminueraient. Ne subsisterait alors, sur les marchés, que l'entreprise ayant le plus investi : les autres, incapables de s'aligner, disparaîtraient.

Dans ce cas, autant dire que le monopole serait économiquement plus efficace que la concurrence entre plusieurs entreprises : finie la belle construction néoclassique faisant de la concurrence parfaite le summum de l'efficacité et de la rationalité. C'est d'ailleurs pour cette raison que certains économistes ont défendu, en 1945, la nationalisation des firmes regroupées pour donner naissance à EDF : le marché étant inférieur à la taille optimale (celle à partir de laquelle les rendements deviennent décroissants), une seule entreprise se révélerait plus efficace que plusieurs pour sauvegarder la belle ordonnance du modèle néoclassique. Les rendements de chaque facteur doivent être décroissants. La croissance du produit final ne peut provenir que d'une augmentation des deux facteurs à la fois. Si l'on augmente la quantité de travail de 1 % et celle de capital de 1 %, alors la production augmentera également de 1 %. La croissance ne peut être qu'extensive, elle repose sur une augmentation des quantités utilisées de chaque facteur.

On voit le problème : comment expliquer que la croissance en France entre 1950 et 1970 puisse être de 5 % chaque année, alors que le nombre de travailleurs augmente de moins de 1 % ? Certes, on peut compliquer un peu l'analyse, par exemple en faisant intervenir les différentes qualifications de travail : si le nombre de cadres, que l'on supposera très qualifiés, augmente plus vite que celui des ouvriers non qualifiés, alors cette progression de la qualification moyenne du travail devient équivalente à une augmentation du nombre de travailleurs. Hélas, les mesures que l'on peut faire, aussi détaillées soient-elles, aboutissent toutes au même résultat : la moitié environ de la croissance observée peut être expliquée par une croissance de la quantité - ou de la qualité - des facteurs. Le reste est un résidu inexpliqué. Une sorte de don du ciel. La réponse, c'est Robert Solow, un économiste américain (prix Nobel en 1987), qui va la donner : ce résidu est dû au progrès technique. Ce dernier tombe du ciel et permet d'améliorer l'efficacité de chacun des deux facteurs : il explique que le tout soit supérieur à la somme des parties.

Cette idée d'un progrès technique exogène (c'est-à-dire venant féconder de l'extérieur l'efficacité du travail et du capital) n'était, il faut bien le dire, qu'à moitié satisfaisante. D'abord parce qu'elle faisait de la croissance le fruit d'un hasard : et si le progrès technique se ralentissait ? Ce *deus ex machina*, tiré du chapeau de l'économiste, ressemble trop aux explications des médecins de Molière : pas vraiment convaincantes. Mais, surtout, les écarts de taux de croissance entre pays

deviennent proprement inexplicables, puisque le progrès technique est, au fond, acclimatable dans chaque pays.

Dans les années 80, la théorie de la croissance endogène est venue bouleverser cette analyse. Dans cette théorie, les rendements du capital ne sont pas décroissants, mais constants : cela signifie que, plus on investit, plus la croissance tend à augmenter, puisque l'efficacité de ce capital supplémentaire ne fléchit pas. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce qu'un investissement supplémentaire engendre toute une série d'effets positifs au bénéfice de la collectivité. Il faut se garder d'une vision trop matérielle de l'investissement. Il peut s'agir d'investissement dans le domaine de la formation, de la recherche ou de l'infrastructure. Les effets positifs tiennent au fait que, dans la plupart des cas, grâce à ces investissements, le niveau des connaissances progresse, un savoir-faire nouveau ou existant est développé. L'approche néoclassique l'admettait pour la formation, puisqu'elle assimilait l'amélioration de qualification de la main-d'oeuvre qui en résultait à une augmentation du nombre de travailleurs. Mais l'approche de la croissance endogène généralise ce constat : en investissant, une entreprise, un individu ou une collectivité améliorent la productivité de l'ensemble. Le progrès technique ne tombe plus du ciel : il est issu de ces investissements qui produisent de l'efficacité accrue non seulement au bénéfice de celui qui investit, mais aussi de tous.

Les exemples ne manquent pas : lorsque quelques entreprises industrielles japonaises mettent en place une nouvelle organisation des flux de production (le kan-ban), les investissements en organisation qu'elles effectuent vont provoquer, par imitation, des gains de productivité dans beaucoup d'autres entreprises. Lorsqu'une entreprise développe un nouveau savoir-faire, ce dernier essaim rapidement. C'est même d'ailleurs un problème : si je peux bénéficier des efforts des autres sans dépenser un liard, il me suffit d'attendre que les autres dépensent et essuient les plâtres. Mais chacun adopte la même attitude et attend que les autres se dévouent, comportement classique dit du passager clandestin (free rider). Pour sortir de l'impasse, il n'y a que deux solutions : soit l'innovateur qui prend le risque et assume le coût initial bénéficie d'un droit de propriété sur les utilisations que les autres pourraient faire de ses innovations, soit l'Etat en assume le coût, puisque chacun attend que les autres payent.

L'investissement - au sens large du terme, en éducation, en infrastructures, en recherche ou en équipements - est donc générateur de croissance parce qu'il permet d'accumuler des connaissances, des savoir-faire, des expériences, bref ce qu'il est convenu d'appeler habituellement le progrès technique. Cette croissance se matérialise soit sous la forme de produits qui se substituent à d'autres (la machine à traitement de texte à la place de la machine à écrire mécanique), soit sous la forme de produits qui élargissent la gamme existante (les véhicules 4x4 ou diesel). Avec cette approche, le progrès technique non seulement ne tombe plus du ciel, mais il devient l'objet d'une stratégie individuelle ou collective : les investissements sont des moyens - aléatoires, car le succès n'est pas assuré - pour

ajouter quelque chose au stock de connaissances existantes, et c'est cet ajout qui produit la croissance.

Cette nouvelle approche est séduisante. En effet, elle introduit une dimension nouvelle dans l'économie : l'efficacité d'un agent dépend des investissements effectués par les autres. Si des formes élaborées de coordination s'élaborent, au sein de l'économie de marché, les efforts des uns et des autres se renforcent et la croissance en est stimulée. Au contraire, si des stratégies de défiance l'emportent ou si l'Etat refuse de procéder aux investissements collectifs nécessaires, la croissance n'est pas au rendez-vous. On voit donc qu'un même montant d'investissement peut engendrer des rythmes de croissance différents, expliquant par là même les différences de développement selon les pays. L'accumulation antérieure de connaissances, de règles ou d'infrastructures peut également jouer un rôle, expliquant les dynamiques inégalitaires croissantes entre pays riches et pays pauvres. Bref, à l'automatisme mécanique de la théorie néoclassique succède une analyse beaucoup plus complexe, dans laquelle des facteurs institutionnels, historiques... ou politiques peuvent jouer.

Cette théorie réhabilite en effet le rôle de l'Etat : ce dernier est un impulsor de croissance. Non pas, comme dans la théorie keynésienne, par une politique économique destinée à lever les goulots d'étranglement d'une demande insuffisante, mais par une structuration de l'offre grâce aux investissements collectifs. Puisque la formation ou les infrastructures jouent un rôle clé dans l'apparition d'effets bénéfiques à tous, le prélèvement public n'est plus forcément une charge, comme dans l'analyse libérale, il peut devenir un levier. A condition, bien entendu, que les dépenses publiques soient choisies judicieusement. La main invisible du marché n'est plus le gage de l'efficacité : il faut y joindre la main visible de la collectivité. Ce n'est d'ailleurs pas le moindre des paradoxes que de voir certains des tenants les plus affirmés de l'économie de l'offre, qui plaident du temps de Reagan en faveur d'une réduction du rôle de l'Etat (R. Lucas et R. Barro notamment) en revenir à des préconisations beaucoup moins libérales, sous prétexte de stimuler une croissance jugée insuffisante.

Cette approche s'inscrit dans un courant plus large que l'on pourrait qualifier d'institutionnaliste : les mécanismes du marché ont besoin, pour prendre toute leur efficacité, d'être mixés avec des formes d'organisation basées soit sur la coopération volontaire (et pas sur la seule concurrence), soit sur des règles, soit sur des interventions publiques. Les économistes, au fond, sont en train de redécouvrir ce qu'ils n'auraient jamais du perdre de vue : que l'économie est une science sociale parmi d'autres.